

MORAND, Charles-Albert (dir.) *La crise des Balkans de 1999. Les dimensions historiques, politiques et juridiques du conflit du Kosovo*. - Paris/Bruxelles, LGDJ, Bruylant, 2000, 324 p.

Renéo Lukic

Volume 33, numéro 2, 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704435ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704435ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lukic, R. (2002). Compte rendu de [MORAND, Charles-Albert (dir.) *La crise des Balkans de 1999. Les dimensions historiques, politiques et juridiques du conflit du Kosovo*. - Paris/Bruxelles, LGDJ, Bruylant, 2000, 324 p.] *Études internationales*, 33(2), 406–407. <https://doi.org/10.7202/704435ar>

se concentre sur le cas de la France, avec un intérêt prononcé pour la situation des militaires. Ainsi, la deuxième partie de l'ouvrage insiste sur la diversité des règles applicables selon les types de fonctionnaires dont on parle. Les auteurs soulignent, aussi, les différences de niveau d'intensité avec laquelle cette restriction de la liberté d'expression s'exerce. L'échelle de la contrainte allant du devoir de réserve symbolique à l'obligation de loyalisme et de silence. La troisième et dernière partie traite du secret dans les milieux militaire (notamment dans le domaine médical), policier et douanier.

Le principal intérêt de ce colloque tient au nombre de ses participants (plus de 350 personnes), ainsi qu'à la qualité des intervenants. Il faut se féliciter, en effet, que le thème de la liberté d'expression ait permis de donner la parole aux fonctionnaires en uniforme. Il convient de saluer, aussi, qu'à travers la liberté d'expression c'est aussi la question du droit électoral, du droit syndical et de la pratique religieuse qui sont abordées par les différents auteurs. La parution de ce livre prend toute sa dimension au moment où, en France, les conjoints de gendarmes descendent dans la rue pour exprimer la colère de leurs époux(ses), et au moment où les médias s'emparent de la question du devoir de réserve des hauts commis de l'État lorsque le directeur de cabinet du Premier ministre publie, alors qu'il est toujours en fonction, un ouvrage sur son travail au quotidien.

Sur la forme, cependant, les lecteurs regretteront, l'absence de conclusion. Quant au fond, le reproche pourrait être fait aux auteurs d'avoir négligé des exemples étrangers, notamment ceux de pays africains, asiatiques ou latino-américains. Il est dommage, enfin, que le cas

des universitaires, parfois coutumiers du port de la robe et toujours très libre dans leur expression, ne soit pas développé !

Marie-Christine STECKEL

Centre d'études et de recherches  
constitutionnelles et politiques (CERCP)  
Université Toulouse, France.

### **La crise des Balkans de 1999. Les dimensions historiques, politiques et juridiques du conflit du Kosovo.**

MORAND, Charles-Albert (dir.). Paris/  
Bruxelles, LGDJ, Bruylant, 2000, 324 p.

Ce livre est l'aboutissement d'un colloque organisé conjointement par l'Université de Genève et le GIPRI (Geneva International Peace Research Institute) qui s'est tenu les 18 et 19 janvier 1999. Il s'agit d'une analyse faite « à chaud » au lendemain de la campagne de l'OTAN au Kosovo. L'objectif principal du livre était d'expliquer les origines politiques et historiques du conflit au Kosovo et les mobiles qui ont poussé la communauté internationale à intervenir militairement dans un conflit international sans le mandat explicite du Conseil de sécurité de l'ONU. L'approche des participants du colloque vis-à-vis du conflit du Kosovo était interdisciplinaire. C'est en combinant l'approche historique, politique et juridique que les auteurs du livre ont cherché à éclaircir la première guerre que l'OTAN a menée dans son histoire contre un État (la République Fédérale Yougoslave) tenu responsable de la déportation de 800 000 Kosovars, entre mars et juin 1999.

Pour expliquer les origines du conflit au Kosovo, l'organisateur du colloque, Charles-Albert Morand, a invité

l'éminent historien des Balkans, Alain Ducellier, qui soutient que durant la décennie durant laquelle Milosevic était au pouvoir, « le Kosovo est devenu une enclave de non-droit, pour finir par une action brutale qui n'a, jusqu'à présent, eu pour résultat tangible qu'une accélération inimaginable de la purification ethnique » (p. 47) orchestrée par Milosevic. Le grand mérite de l'essai de M. Ducellier était de nous montrer comme il le dit dans son introduction qu'un historien doit répondre « lorsque des affirmations, trop longtemps officielles, utilisent l'histoire en la falsifiant de façon à dénier à un peuple ce droit élémentaire, comme c'est, depuis longtemps hélas, le cas des Kosovars » (p. 29).

L'analyse politique de la guerre du Kosovo est fournie par Jean-Pierre Stoot qui souligne que la façon dont l'OTAN a mené la guerre a créé une illusion que la haute technologie est elle seule capable de terminer une guerre. Or, selon l'auteur, les problèmes que doit affronter le Kosovo après l'arrivée du KFOR sont tels que la campagne de l'OTAN n'a en fait rien résolu.

Le chapitre « Le TPIY face au conflit du Kosovo » de Santiago M. Villalpando se penche entre autres sur la compétence qu'a le TPIY de juger les crimes commis dans l'ex-Yougoslavie, et notamment au Kosovo. En se référant aux opinions juridiques de juristes éminents tels que Luigi Condorelli, Marco Sassoli, l'auteur conclut que « la doctrine quasi unanime accepte désormais la légalité de la création du TPIY » (p. 222). En ce qui concerne la compétence du TPIY pour juger des crimes de droit international commis au Kosovo, l'auteur est d'avis que, présentement, c'est un « fait acquis » (p. 143). Cet argument est particulièrement important vu que Slobodan

Milosevic, l'ancien président de la Serbie et de la RFY, présentement en procès devant le TPIY, a décidé de fonder sa défense pour les crimes dont il est accusé en niant la légitimité de la Cour.

Ce livre, malgré le fait que tous les chapitres ne soient pas de qualité égale, donne un aperçu important d'un épisode de la désintégration de la Yougoslavie encore peu connu.

Renéo LUKIC

Département d'histoire  
Université Laval, Québec

### **Le système politique américain.**

ORBAN, Edmond et Michel FORTMANN  
(dir.). Montréal, Presses de  
l'Université de Montréal, 3<sup>e</sup> éd.,  
2001, 442 p.

Troisième édition après celles de 1987 et de 1994, cet ouvrage collectif sur le système politique américain réunit des contributions provenant des Universités Laval, de Montréal, McGill, d'Ottawa, de l'UQAM et du ministère de la Défense du Canada. La proximité géographique avec le voisin américain favorise certainement le traitement de la masse colossale de données sur ce sujet aux multiples entrées, la maîtrise du sujet en final et surtout son accessibilité pour tout honnête homme.

En effet, Le système politique américain nous fait comprendre clairement et précisément les multiples méandres du fonctionnement des États-Unis, à travers l'étude historique, sociologique, économique, judiciaire et sociétale des différents domaines du politique, tout en tenant compte de la mondialisation des échanges et de la fin de la guerre froide comme facteurs particuliers de modification partielle des règles de gestion du pays.